



le taguer...
...
CEDI - P. I. B.
DATA 27/05/87
COD. I4D00056

comité de solidarité avec le peuple **B**rsilien

Case postale 98 - 1212 Grand-Lancy 1 Genève

Genève, avril 1987

Chers Amis,

Depuis notre dernier bulletin du mois d'octobre, bien des événements sont survenus au Brésil notamment sur le plan économique et politique, qui auront des répercussions importantes sur la vie quotidienne des brésiliens. Par ce bulletin nous allons essayer de vous en donner un bref aperçu.

Concernant le travail de notre Comité, celui-ci se poursuit toujours avec la même équipe (pas assez nombreuse, hélas!) qui fait face aux diverses demandes d'appui que nous recevons régulièrement du Brésil. Nous participons également à des manifestations à Genève, comme celle du Carnaval brésilien, en février dernier, où nous avons présenté un stand d'information à la Maison des Jeunes de Saint-Gervais. Nous allons d'autre part participer, pour la première fois, aux prochaines rencontres suisses-latino-américaines qui auront lieu du 9 au 13 juin à la Maison de Vaudagne à Meyrin.

Côté finances, celles-ci ont tendance à diminuer sérieusement car certains de nos membres ne cotisent plus régulièrement au Comité et ceci se fait sentir dans la trésorerie. En raison des frais occasionnés par la publication du bulletin (tiré à 600 exemplaires) et des diverses aides que nous apportons au Brésil, il est nécessaire que chacun de vous apporte une contribution financière, si modeste fût-elle, afin que nous puissions continuer notre travail. Pour les personnes qui ne seraient plus intéressées de recevoir notre bulletin, nous leur saurions gré de bien vouloir nous le faire savoir afin d'éviter des frais inutiles d'envoi et d'impression. Par avance nous vous remercions pour l'appui financier et l'intérêt que vous apportez aux activités de notre Comité.

POLITIQUE

Elections

Le 15 novembre dernier, le PMDB (Parti du Mouvement Démocratique Brésilien) a obtenu la plus grande victoire électorale dans l'histoire du pays qu'un parti ait pu obtenir lors d'élections libres soit :

- 22 sièges de gouverneurs sur les 23 états du Brésil.
- 44 des 49 sièges du Sénat, soit la majorité absolue.
- 260 sièges sur les 487 de la Chambre des députés.
- les deux tiers des 559 sièges de l'Assemblée Constituante.
- La majorité dans 15 assemblées législatives.

Ce raz-de-marée électoral a démontré la force et la popularité du PMDB qui n'a laissé qu'un siège de gouverneur au PFL dans l'Etat de Sergipe dans le Nord-Est brésilien.

Cette victoire du PMDB a été principalement due à l'accueil enthousiaste du Plan Cruzado décrété par le gouvernement en février dernier et la nouvelle popularité du président Sarney (qui a bien chuté depuis lors !) récemment arrivé au PMDB après avoir fait les beaux jours du PDS (anciennement ARENA), parti de soutien au régime militaire antérieur.

En dehors du PMDB (260 sièges) et du PFL (115 sièges), les autres partis moins riches n'ont pas eu de très bon résultats, notamment le PDT (Parti Démocratique Travailleuse) du gouverneur L. Brizola qui n'a pas réussi à faire élire son successeur dans l'état de Rio de Janeiro et son candidat dans l'état de Rio Grande do Sul a été battu. Le PDT réuni 34 sièges à la Chambre des Députés alors que le PT (Parti des Travailleurs) n'a obtenu que 17 sièges et le PDS 34 sièges.

La campagne a été ~~extrêmement~~ vive, notamment pour l'élection des gouverneurs d'Etats et a atteint un record absolu de dépenses puisque l'on estime celles-ci à près de 4,5 milliards de dollars !

ECONOMIEPlan Cruzado

L'enthousiasme électoral a très vite été refroidi par des mesures économiques appelées Plan Cruzado II, prises seulement cinq jours après les élections et qui consistent principalement en une augmentation massive de différents produits alors que les salaires et les prix devaient être bloqués. Ces augmentations sont les suivantes :

- Augmentation de 60 % du prix de l'essence.
- Augmentation de 80 % du prix des voitures neuves.
- Augmentation de 35 % en moyenne des taxes postales.
- Augmentation de 35 % du prix du téléphone.
- Augmentation de 60 % environ de l'électricité.
- Augmentation de 25 % du prix du sucre.
- Augmentation de 100 % du prix des boissons.
- Augmentation de 5 à 15 % du prix des médicaments.
- Augmentation de 45 à 120 % du prix des cigarettes.

Ces augmentations ont touché de plein fouet les classes moyennes et populaires qui avaient donné massivement leurs voix quelques jours plus tôt au gouvernement.

Le but de ces augmentations était de renflouer les caisses de l'Etat de plus en plus ponctionnées par un très important déficit public. Le gouvernement est d'autre part retombé dans les bonnes vieilles habitudes des gouvernements antérieurs de la dictature militaire en décidant de modifier le calcul de l'inflation, soit un taux d'inflation calculé par rapport à certains produits pour les salaires allant jusqu'à 4'020 Crz. (cinq salaires minimum) et un calcul du taux de l'inflation pour les salaires supérieurs.

D'autre part, le gouvernement manipule l'inflation en n'incluant pas dans son calcul certains produits dont le prix augmenterait trop rapidement.

Ces nouvelles mesures ont provoqué une vague de mécontentement dans tout le pays et a fait chuter terriblement la popularité du gouvernement et de son président à tel point que celui-ci a dû annuler toutes les réunions publiques auxquelles il devait participer et le ministre de l'économie Dilson Funaro a dû faire reti-

rer la plaque d'immatriculation du véhicule identifiant son ministère afin d'éviter la vindict populaire. Le point culminant des réactions contre le Plan Cruzado II a été une émeute à Brasilia le 27 novembre dernier où l'armée a dû faire usage des blindés pour faire face aux manifestants déchainés et protéger le Palais présidentiel.

Le 12 décembre dernier une grève générale de protestation contre le Plan Cruzado II a été lancée par différents syndicats (CUT, CGT). Cette grève devait paralyser tout le pays mais n'a été que partiellement suivie, elle a néanmoins démontré le mécontentement général des travailleurs.

Devant les pressions provenant de toutes parts et étant donné l'usage généralisé de "l'agio" (surfacturation des prix) pratiqué par les commerçants ainsi qu'en raison des pénuries de différentes denrées, le gouvernement a décidé, en janvier dernier, de débloquent les prix laissant ainsi l'inflation repartir vers de nouveaux sommets. (Janvier 1987 : 16,8 %)

Les taux d'intérêts qui reflètent bien les prévisions de l'inflation se situent déjà à 580 % par an !

Le dollar quant à lui se négocie à 32 - 35 Crz. sur le marché parallèle alors que son cours officiel se situe à 20,12 Crz. (mars 1987) soit une différence de près de 80 % alors qu'au début du Plan Cruzado en février 1986 cette différence se situait à peine à 20 % . Ceci démontre bien le manque de confiance des brésiliens actuellement face au Plan Cruzado.

Les événements survenus ces derniers mois nous montrent que le gouvernement n'a aucune politique cohérente en matière économique et navigue à vue, prenant des décisions au jour le jour pour tenter de colmater les brèches du Plan Cruzado, celui-ci faisant eau de toutes parts.

En conclusion, l'on peut parler d'échec du Plan Cruzado un an seulement après le lancement du plan de stabilisation économique même si officiellement personne ne l'avoue à Brasilia. Le plan Cruzado n'a pas tenu ses promesses puisque qu'il n'a pas réussi à maintenir l'inflation, il n'a fait que la déplacer dans le temps et il a d'autre part créé une hypercroissance économique (plus de 11 % en 1986) qui a engendré une pénurie de denrées alimentaires et de biens de consommation. Il a également favorisé une

augmentation très importante des importations destabilisant ainsi la balance commerciale vidant les caisses de l'Etat des devises fortes.

Dettes extérieures

Suite aux manques de devises engendrés par le Plan Cruzado, le Brésil a entamé en janvier dernier la renégociation de sa dette extérieure de plus de 108 milliards de dollars, avec le Club de Paris, groupement informel des fonctionnaires du Ministère des finances de France et des représentants de banques européennes. Tout en refusant de se soumettre au contrôle du FMI (Fonds Monétaire International), le Brésil a accepté que des experts du Fonds rédigent une note d'information sur la situation économique du pays. Cette note, "positive", selon M. Funaro a été adressée au Club de Paris.

Après quinze heures de négociations avec le Club de Paris, le Brésil a trouvé un accord avec ses créanciers sur un nouveau délai de paiement des intérêts des dettes portant sur une tranche de 14 milliards de dollars. Cet accord a été de courte durée puisque le 20 février dernier le gouvernement brésilien décrétait un moratoire d'une durée indéterminée pour payer les intérêts de sa dette extérieure. Cette décision a dû être prise car aucune autre solution n'était possible en raison du manque chronique de devises fortes dû à l'important déficit de la balance commerciale ainsi qu'au rapatriement en monnaies fortes des bénéfices réalisés par les entreprises étrangères établies au Brésil.

Ce moratoire aura des répercussions très importantes sur le marché interne brésilien, l'histoire nous démontrant qu'une telle décision entraîne fatalement une énorme récession économique (comme en 1982) et discrédite le pays sur le marché international. La réalité de la dette extérieure est un problème crucial pour le Brésil car sur les 108 milliards de dollars de dette, l'on estime à seulement 50 milliards la somme qui a réellement été investie dans le pays, le restant ayant été retourné sous diverses formes dans les pays créanciers. Le peuple brésilien se trouve donc aujourd'hui confronté au remboursement d'une dette monstrueuse dont il n'a jamais vu que des miettes.

AGRICULTURE

Réforme Agraire

Après avoir fait pas mal de remous en mars et avril 1986, notamment en raison de l'assassinat du Père Josimo Tavares, le Plan National de Réforme Agraire est passé au second plan des préoccupations gouvernementales et de ce fait n'a pas, et de loin, atteint son objectif. Les chiffres sont assez éloquentes, puisque depuis son décret d'application, le Plan de Réforme Agraire n'a atteint que 10 % de son objectif. Le Plan prévoyait que d'octobre 1985 à décembre 1986, 46'200 km² de terres seraient expropriées et 150'000 familles installées; or, la surface de terre expropriée n'a pas dépassé 370 km² et seulement 15'000 familles ont été installées.

L'extrême lenteur d'application de la Réforme Agraire est principalement due aux lenteurs de la justice lors d'expropriation, puisque presque systématiquement un recours est déposé devant les tribunaux par le latifundiste exproprié et comme les magistrats sont traditionnellement du côté des grands propriétaires ils font traîner la procédure. D'autre part, très souvent faute de moyens financiers, les colons n'ont pu être installés. Mais l'une des raisons principales du retard d'application de la Réforme Agraire reste la violence exercée par les latifundistes contre les petits paysans. Un climat de terreur règne en permanence dans certaines régions où les paysans et leaders syndicaux sont sauvagement assassinés, leurs champs brûlés, leurs bétail massacré ou leurs maisons détruites.

Peut-on dire aujourd'hui que la bataille de la Réforme Agraire a été perdue, il est peut-être encore prématuré de l'affirmer, mais si il n'y a pas un changement radical de politique du gouvernement, l'on peut être assuré que l'objectif ne sera jamais atteint.

Barrage Itaparica

Dans l'état de Bahia, sur la rivière São Francisco, un nouveau barrage va être mis en service d'ici la fin de cette année. La

construction de ce barrage et sa mise sous eaux a nécessité le déplacement de 7'000 familles vivant dans cette région.

En octobre dernier, notre Comité a reçu un rapport provenant du syndicat du Submedio do São Francisco nous demandant d'appuyer leurs revendications face à la Compagnie Hydroélectrique du Rio São Francisco (CHESF) qui refusait de reloger les paysans déplacés à des conditions acceptables, c'est-à-dire d'avoir un terrain équivalent à celui qu'ils devaient abandonner à cause du barrage.

Nous avons donc écrit à la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme et à la Banque Mondiale à Washington qui finance ce barrage afin de faire bloquer les crédits nécessaires à sa construction jusqu'à ce qu'une solution équitable soit trouvée pour le relogement des familles.

En décembre dernier, plus de 1'000 travailleurs ruraux ont occupé le site du barrage afin d'obliger la CHESF à satisfaire leurs revendications. Toutes ces démarches ont finalement réussi à faire plier la CHESF qui a accepté la majeure partie des conditions exigées par les travailleurs et un accord, dont nous avons reçu copie, a été signé le 6 décembre 1986.

Cet accord est pour nous très encourageant car il montre que le travail effectué par notre Comité, même si celui-ci est assez modeste, a contribué à trouver une issue favorable à ce conflit et que face au pouvoir financier la solidarité internationale peut aboutir à des résultats positifs.

AMAZONIE

Indiens de la vallée du Javari

Dans notre dernier bulletin, nous vous avons informé des graves menaces qui pesaient sur les indiens de la vallée du Javari, notamment par les travaux de prospection pétrolière effectués par la compagnie nationale Petrobras.

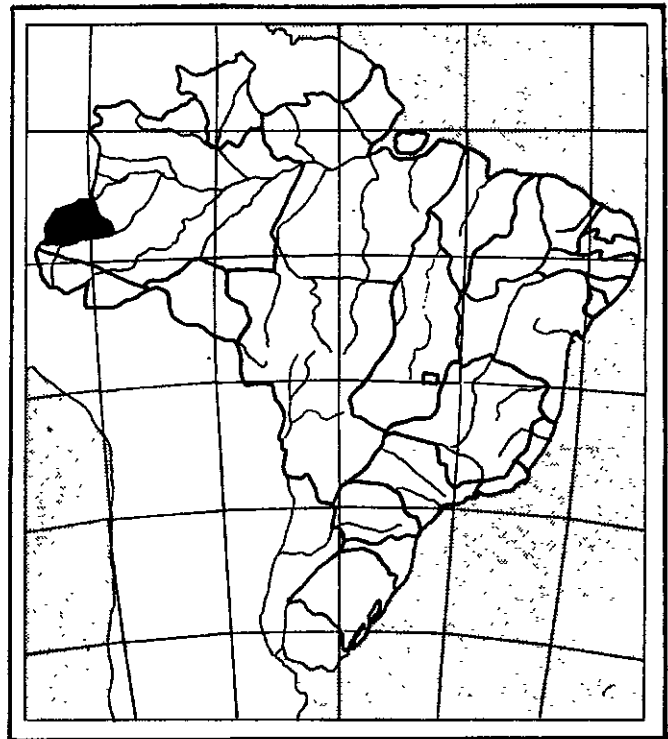
La vallée du Javari est située en Amazonie occidentale et fait frontière avec le Pérou par la rivière Javari. Cette région

est peuplée de plus de 3'000 indiens répartis sur une superficie correspondant approximativement à celle de la Suisse. Cette population est composée d'une douzaine d'ethnies, Matsés, Marubo, Matis, Kanomari, Kulina, Tsohom Djapa, Korubo, ainsi que quatre ethnies sans contact encore avec la civilisation.

Toutes ces ethnies sont gravement menacées par la pénétration toujours plus nombreuses des néo-brésiliens à la recherche de bois précieux de gaz ou de pétrole.

De telles invasions ont provoqué des conflits qui ont touché nombre d'indiens. Ces conflits tendent à s'intensifier étant donné le développement économique de la région amazonnienne.

La FUNAI (Fondation Nationale d'Aide aux Indiens) à qui normalement incombe la tâche d'assister médicalement les indiens n'a pas apporté l'aide nécessaire en raison du manque de moyens financiers et d'absence de volonté de la part de ses dirigeants.



Cette situation a pour résultat que les indiens déjà contactés contractent des maladies apportées par les colons comme la tuberculose, la grippe ou des maladies vénériennes et que ceux-ci en meurent le plus souvent faute de soins et de protection naturelle. Certaines ethnies ont ainsi perdu le tiers de leur population.

L'absence d'assistance permet d'autre part aux forestiers d'utiliser la main-d'oeuvre indigène à très bon marché et de les tromper dans leurs relations commerciales par des échanges de cadeaux de pacotilles. Etant donné le peu de connaissance qu'ils ont de la société brésilienne, les peuples de la Vallée du Javari n'ont pas les moyens de défendre eux-mêmes leurs droits légitimes si ce n'est par les moyens traditionnels comme ils l'ont fait jusqu'à pré-

sent. Si cette situation ne change pas rapidement et que le gouvernement brésilien ne prend pas des mesures pour sauvegarder ces populations, ces peuples seront condamnés à l'oubli et à l'extermination.

Campagne du Javari

Face à cette situation, diverses organisations brésiliennes comme l'OPAN (Operação Anchieta), le CIMI (Conseil Indigéniste Missionnaire) et les équipes indigénistes du Haut-Salimões et de Tefé ont lancé une campagne d'information au Brésil ayant pour but la défense des peuples indigènes de la Vallée du Javari.

En janvier dernier, en collaboration avec l'association Terre des Hommes (Suisse) et répondant ainsi à la demande émanant des associations brésiliennes, un groupe d'appui s'est créé à Genève afin de répercuter la campagne d'information lancée au Brésil dans notre pays.

Cette campagne a pour objectif de faire pression sur le gouvernement brésilien par l'envoi de pétitions et de lettres dénonçant la situation des indiens de la vallée du Javari.

Dans cette optique, nous avons déjà présenté un stand d'informations en février dernier dans le cadre de l'exposition "La Selva" organisée par la Maison des Jeunes de Saint-Gervais durant 10 jours. Différentes expositions, conférences et manifestations seront organisées durant l'année afin de récolter des signatures et sensibiliser l'opinion publique sur la situation de ces peuples.

A cet effet, nous joignons à la présente une lettre modèle à envoyer au président de la FUNAI afin d'attirer son attention sur ce grave problème et de prendre les mesures nécessaires à la survie de ces populations.

A.G

Exmo. Sr. Romero JUCA
Presidente da FUNAI
SRTS 702
70000 BRASILIA DF

Genève, le 10 avril 1987

Monsieur le Président,

Le 8 avril 1985, un arrêté ministériel a été promulgué par le Président de la FUNAI (No. 1849/E) interdisant l'occupation aux non-indiens de l'Aire Indigène de la Vallée du Javari en Amazonie occidentale. Cette interdiction a été communiquée officiellement aux autorités locales et aux banques financant les exploitations forestières en août 1985.

Depuis lors, cet arrêté ministériel est constamment transgressé par les colons et exploitants forestiers qui, chaque jour, envahissent les territoires indigènes mettant ainsi gravement en danger la santé et la culture de ces populations.

Devant cette lamentable situation, je vous demande instamment par la présente que les mesures suivantes soient prises afin de laisser une chance de futur aux populations indigènes.

1. Le retrait immédiat de tous les envahisseurs de l'Aire Indigène du Javari et la prise de mesures efficaces pour que l'interdiction promulguée soit respectée.
2. La mise en oeuvre d'un processus de démarcation et de délimitation définitive de l'Aire Indigène du Javari afin de garantir officiellement la possession et l'usufruit de la terre à tous les peuples indigènes de cette région.
3. L'élaboration d'une politique indigéniste défendant réellement l'indien, notamment dans l'assistance aux groupes déjà contactés considérant la particularité ethnique et culturelle de chacun.
4. Le déplacement des personnes non-indiennes dans d'autres régions.
5. La divulgation de la réalité quotidienne des indiens de la Vallée du Javari dans le but d'obtenir un meilleur appui dans leur lutte pour la survie.

Ces mesures sont primordiales et nécessaires afin de donner aux populations indigènes de la Vallée du Javari une chance de survie tant physique que culturelle et qui leur permettront de faire face à la réalité de la civilisation.

Comptant sur votre compréhension, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.